

RCS : TOULON
Code greffe : 8305

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de TOULON atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1994 B 01038
Numéro SIREN : 398 999 078
Nom ou dénomination : INFORMATIQUE MANAGEMENT GESTION

Ce dépôt a été enregistré le 02/03/2022 sous le numéro de dépôt A2022/002478

INFORMATIQUE MANAGEMENT GESTION I.M.G
Société par actions simplifiée au capital de 38.112,25 euros
Siège social : Les Mas de la Solitude, Avenue Général Brosset, 83220 LE PRADET
R.C.S. TOULON B 398 999 078 (Ci-après la « **Société** »)

PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
EN DATE DU 24 JANVIER 2022

L'AN DEUX MILLE VINGT DEUX,
LE 24 JANVIER
A 12 heures, au siège social de la Société

Les actionnaires de la société par actions simplifiées portant la dénomination « INFORMATIQUE MANAGEMENT GESTION » au capital de 38 112,25 € divisé en 2 500 actions nominatives de 100 francs, soit 15,24 € se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire au siège social de la Société sur convocation par Monsieur Jean-Paul ROCHE en date du 10 janvier 2022.

Il a été établi une feuille de présence, qui a été émarginée par chacun des actionnaires en entrant en séance.

Monsieur Jean-Paul ROCHE préside la séance en qualité de président de la Société.

Monsieur Jonathan ROCHE et Madame Joëlle ROCHE, actionnaires présents et acceptants, sont appelés comme scrutateurs. Les membres du bureau, ainsi constitué, désignent Madame Gwladys HODEBOURG ROCHE comme secrétaire.

Monsieur Laurent Walter, de la société Audit Gestion Analyse Expertise, Commissaire aux comptes de la Société, régulièrement convoqué, est absent.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau, permet de constater que tous les associés sont présents et qu'ils représentent ainsi 100% du capital et des droits de vote de la Société, et qu'en conséquence l'Assemblée Générale est déclarée régulièrement constituée pour délibérer valablement.

Le président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- La feuille de présence à l'assemblée certifiée par le bureau,
- Copie de l'acte de donation démembrée notarié en date du 14 janvier 2022, consentie par Monsieur Jean-Paul ROCHE et Madame Joëlle ROCHE au profit de leurs enfants, Madame Gwladys HODEBOURG-ROCHE et Monsieur Jonathan ROCHE,
- Rapport du commissaire aux comptes en date du 11 janvier 2022, en annexe 1,
- Rapport de gérance du président de la Société, en annexe 2
- Les projets de statuts dont la modification est soumise à l'assemblée.

Le président déclare la discussion ouverte.


DS JPR DS JD DS GHR DS JR

Le président rappelle ensuite que l'Assemblée Générale Extraordinaire est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Constatation de la nouvelle répartition du capital de la Société résultant de la donation du 14 janvier 2022,
- Réduction de capital par voie de rachat et d'annulation de 1.000 actions de la Société,
- Modification corrélative des statuts,
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités légales correspondantes.

* * * * *

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture de l'acte notarié en date du 14 janvier 2022 pardevant Maître Bertrand MAURY Notaire au sein de la Société d'exercice libéral à forme anonyme dénommée « acte 2 », titulaire d'un Office Notarial à la Résidence de PARIS (75116), 55 avenue Kleber,

Prend acte des donations consenties par les associés Monsieur Jean-Paul ROCHE et Madame Joëlle ROCHE au profit de leurs enfants, Madame Gwladys HODEBOURG-ROCHE et Monsieur Jonathan ROCHE ; et

Approuve la nouvelle répartition du capital de la Société, avant rachat et annulation des actions, à savoir :

Associé	Actions détenues en pleine propriété	Actions détenues en usufruit	Actions détenues en nue-propriété
M. Jean-Paul ROCHE	307	500	-
Mme Joëlle ROCHE	305	500	-
Mme Gwladys HODEBOURG-ROCHE	444	-	500
M. Jonathan ROCHE	444	-	500
TOTAL	1 500	1 000	1 000
Nombre total d'actions	2 500 actions		

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

SECONDE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, telles que stipulées par l'article 18 des statuts de la Société, après avoir entendu la lecture du rapport de gérance et du rapport du commissaire aux comptes et, connaissance prise des lettres adressées par les Associés à la Société,

Décide du rachat et de l'annulation des actions détenues par les Associés en démembrement comme suit :

- de 250 actions de quinze euros et vingt-quatre centimes (15,24 €) de valeur nominale, détenues par Monsieur Jean-Paul ROCHE, en qualité d'usufruitier, et Madame Gwladys HODEBOURG-ROCHE, en qualité de nue-proprétaire, qui ont consenti au rachat conjointement et préalablement

Le prix de rachat des 250 actions démembrées a été fixé à la somme globale de deux millions deux mille vingt euros (2.002.020 €), soit un prix unitaire global de huit mille huit euros et huit centimes (8008,08 €)

- de 250 actions de quinze euros et vingt-quatre centimes (15,24 €) de valeur nominale, détenues par Monsieur Jean-Paul ROCHE, en qualité d'usufruitier, et Monsieur Jonathan ROCHE, en qualité de nu-proprétaire, qui ont consenti au rachat conjointement et préalablement

Le prix de rachat des 250 actions démembrées a été fixé à la somme globale de deux millions deux mille vingt euros (2.002.020 €), soit un prix unitaire global de huit mille huit euros et huit centimes (8008,08 €)

- de 250 actions de quinze euros et vingt-quatre centimes (15,24 €) de valeur nominale, détenues par Madame Joëlle ROCHE, en qualité d'usufruitière, et Madame Gwladys HODEBOURG-ROCHE, en qualité de nue-proprétaire, qui ont consenti au rachat conjointement et préalablement

Le prix de rachat des 250 actions démembrées a été fixé à la somme globale de deux millions deux mille vingt euros (2.002.020 €), soit un prix unitaire global de huit mille huit euros et huit centimes (8008,08 €)

- de 250 actions de quinze euros et vingt-quatre centimes (15,24 €) de valeur nominale, détenues par Madame Joëlle ROCHE, en qualité d'usufruitière, et Monsieur Jonathan ROCHE, en qualité de nu-proprétaire, qui ont consenti au rachat conjointement et préalablement

Le prix de rachat des 250 actions démembrées a été fixé à la somme globale de deux millions deux mille vingt euros (2.002.020 €), soit un prix unitaire global de huit mille huit euros et huit centimes (8008,08 €)

En conséquence de ce qu'il précède, l'Assemblée générale extraordinaire,

1. autorise la Société à racheter aux Associés 1 000 actions démembrées de quinze euros et vingt-quatre centimes (15,24 €) de valeur nominale, sur les 2500 actions qu'ils détiennent dans la Société pour un prix global de huit millions huit mille quatre-vingt euros (**8.008.080 €**) ; et

2. décide que ce rachat suivi de l'annulation sera réalisé par les imputations suivantes :

- sur le poste « capital social » à hauteur de quinze mille deux cent quarante euros (15.240 €), et

- sur le poste « Autres Réserves » à hauteur de sept millions neuf cent quatre-vingt-douze mille huit cent quarante euros (7.992.840 €).

Par le seul fait de leur rachat, les actions qui en feront l'objet ainsi que tous les droits y attachés, notamment le droit aux bénéfices de l'exercice en cours, seront annulés.

3. Conformément aux stipulations des actes de donation en date du 23 décembre 2003 reçu par Maître Olivier ROQUEBERT, notaire à OLLIOULES, et régulièrement enregistré à la RECETTE PRINCIPALE DE TOULON NORD EST, en janvier 2004, Bordereau 2004/50, case 1, ainsi que l'acte de donation en date du 14 janvier 2021 reçu par Maître Bertrand MAURY Notaire à PARIS (75116), 55 avenue Kleber, le prix de rachat des actions est réparti comme suit :

- A hauteur de **712 actions**, chacun des usufruitiers et nus propriétaires recevra une **fraction du prix de rachat** desdites actions à proportion de la valeur de son droit, soit 40 % pour les usufruitiers et 60 % pour les nus propriétaires ;
- A hauteur de **288 actions**, les usufruitiers et nus propriétaires ont convenu du **report de l'usufruit réservé**, en vertu des règles de la subrogation réelle conventionnelle, sur le prix de cession des biens donnés.

Le prix de rachat des 1000 actions sera donc réglé par **virements bancaires** à hauteur de :

- 1.140.350,59 € sur le compte personnel Neuflyze n° 08971300001 12 de Monsieur Jean-Paul ROCHE
- 1.140.350,59 € sur le compte personnel Neuflyze n° 08971310001 82 de Madame Joëlle ROCHE
- 1.710.525,59 € sur le compte personnel Neuflyze n° 08971130001 83 de Madame Gwladys HODEBOURG-ROCHE
- 1.710.525,59 € sur le compte le compte personnel Neuflyze n° 08971430001 49 de Monsieur Jonathan ROCHE
- 576.581,76 € sur le compte démembré Neuflyze n° 08972320001 71 de Monsieur Jean-Paul ROCHE ET Madame Gwladys HODEBOURG-ROCHE
- 576.581,76 € sur le compte démembré Neuflyze n° 08972310001 01 de Monsieur Jean-Paul ROCHE ET Monsieur Jonathan ROCHE
- 576.581,76 € sur le compte démembré Neuflyze n° 08972330001 44 de Madame Joëlle ROCHE ET Madame Gwladys HODEBOURG-ROCHE
- 576.581,76 € sur le compte démembré Neuflyze n° 08972300001 28 de Madame Joëlle ROCHE ET Monsieur Jonathan ROCHE

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

En conséquence des première et deuxième résolutions visées ci-dessus, l'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, telles que stipulées par l'article 18 des statuts de la Société,

décide de réaliser une réduction du capital social non motivée par les pertes d'un montant de **8.008.080 €** par voie d'**annulation** de 1 000 actions de quinze euros et vingt-quatre centimes (15,24 €) de valeur nominale, détenues par les Associés dans la Société.

Le capital sera réduit d'une somme de 15.240 € et se trouvera ramené en conséquence de 38.112,25 € à la somme de 22.872,25 €.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATIREME RESOLUTION

En conséquence des seconde et troisième résolutions visées ci-dessus, l'Assemblée Générale **décide** :

- d'autoriser le président à procéder au paiement, à hauteur d'une somme de 8.008.080 € au profit des Associés selon les valeurs et modalités approuvées dans la seconde résolution,
- d'annuler 1000 actions de quinze euros et vingt-quatre centimes (15,24 €) de valeur nominale sur les 2.500 actions détenues par les Associés dans la Société et rachetées par la Société
- que le capital social de la Société se trouvera ainsi ramené de 38.112,25 € à la somme de 22.872,25 €.
- de modifier l'article 7 des statuts de la façon suivante :

« Le capital social de la société est fixé à la somme de TRENTE HUIT MILLE CENT DOUZE EUROS ET VINGT CINQ CENTIMES (38.112,25).

Il est divisé en 2500 actions, toutes de même catégorie, libérées comme il a été dit ci-dessus.

Suite au procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 24 janvier 2022 constatant la réduction de capital par voie de rachat et d'annulation de 1.000 actions de la Société, le capital social de la société est fixé à la somme de vingt-deux mille huit cent soixante-douze euros et vingt-cinq centimes (22.872,25 €).

Il est divisé en 1.500 actions, toutes de même catégorie, libérées comme il a été dit ci-dessus.»

L'en-tête des statuts est également modifié afin de prendre en considération le nouveau capital de la Société.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, telles que stipulées par l'article 18 des statuts de la Société, **confère** tous pouvoirs au porteur d'un original ou d'une copie du présent procès-verbal à l'effet d'effectuer toutes formalités d'enregistrement, de publicité, dépôt au greffe du tribunal de commerce et autres qu'il y aura lieu.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Rien n'étant plus à l'ordre du jour et personne ne demandant plus la parole, Le président déclare la séance levée.

Est annexée aux présentes, après avoir été certifiée sincère et véritable par les membres du bureau, la feuille de présence signée par chacun des associés ayant assisté à la réunion. De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par les associés et le président de la Société.

<p>DocuSigned by: <i>Jean Paul Roche</i> B53941262658403...</p> <p>M. Jean-Paul ROCHE Président, Associé</p>	<p>DocuSigned by: <i>Joelle Defert</i> 7A4E7866304C46F...</p> <p>Mme Joëlle ROCHE Associée</p>
---	---

<p>DocuSigned by: <i>Gwladys Hodebourg-Roche</i> E81D3F2F44DE41F...</p> <p>Mme Madame Gwladys HODEBOURG-ROCHE Associée</p>	<p>DocuSigned by: <i>Jonathan Roche</i> AB0933B30BCA4EF...</p> <p>M. Jonathan ROCHE Associé</p>
---	--

INFORMATIQUE MANAGEMENT GESTION I.M.G

Société par actions simplifiée au capital de 38.112,25 euros

Siège social : Les Mas de la Solitude, Avenue Général Brosset, 83220 LE PRADET

R.C.S. TOULON B 398 999 078 (Ci-après la « Société »)

FEUILLE DE PRESENCE**ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 24/01/2022**

N°	NOMS & PRENOMS	NOMBRE D' ACTIONS (avant donation et réduction de capital)	EMARGEMENT
1	M. Jean-Paul ROCHE 9 Les Mas de la Solitude, Avenue du Général Brosset, LE PRADET (83220)	637 en PP 170 en US	DocuSigned by: <i>Jean Paul Roche</i> B53941262658403...
2	Mme Joëlle ROCHE 9 Les Mas de la Solitude, Avenue du Général Brosset, LE PRADET (83220)	635 en PP 170 en US	DocuSigned by: <i>Joelle Defert</i> 7A4E7866304C46F...
3	Mme Gwladys HODEBOURG- ROCHE 113 rue Lecourbe, Paris (75015)	444 en PP 170 en NP	DocuSigned by: <i>Gwladys Hodebourg</i> E81D3F2F44DE41E...
4	M. Jonathan ROCHE 43 rue Condorcet, PARIS (75009)	444 en PP 170 en NP	DocuSigned by: <i>Jonathan Roche</i> AB0933B30BCA4EF...

CERIFIE EXACT PAR LE BUREAU

INFORMATIQUE MANAGEMENT GESTION I.M.G
Société par actions simplifiée au capital de 38.112,25 euros
Siège social : Les Mas de la Solitude, Avenue Général Brosset, 83220 LE PRADET
R.C.S. TOULON B 398 999 078 (Ci-après la « **Société** »)

**RAPPORT DE LA GERANCE
EN VUE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
EN DATE DU 10 JANVIER 2022**

Chers Associés,

Nous vous avons réunis en assemblée générale extraordinaire à l'effet de :

- (1) constater la nouvelle répartition du capital social de la Société résultant de la donation Monsieur Jean-Paul ROCHE et Madame Joëlle ROCHE au profit de leurs enfants, Madame Gwladys HODEBOURG-ROCHE et Monsieur Jonathan ROCHE
- (2) vous prononcer sur un projet de rachat de actions suivi de leur annulation dont nous avons été saisis (l'« **Opération** »).

Le présent rapport et tous les autres documents s'y rapportant ont été mis à votre disposition au siège social dans les conditions et délais prévus par la loi afin que vous puissiez en prendre connaissance.

* * * * *

1. CONSTATATION DE LA DONATION EN DATE DU 14 JANVIER 2022

Par un acte notarié en date du 14 janvier 2022 reçu par Maître Bertrand MAURY Notaire au sein de la Société d'exercice libéral à forme anonyme dénommée « acte 2 », titulaire d'un Office Notarial à la Résidence de PARIS (75116), 55 avenue Kleber, Monsieur Jean-Paul ROCHE et Madame Joëlle ROCHE ont procédé à la donation de 1.000 actions de la Société en nue-propiété au profit de leurs deux enfants Madame Gwladys HODEBOURG-ROCHE et Monsieur Jonathan ROCHE.

Consécutivement à cette donation, la répartition du capital de la Société est la suivante :

Associé	Actions détenues en pleine propriété	Actions détenues en usufruit	Actions détenues en nue-propiété
M. Jean-Paul ROCHE	307	500	-
Mme Joëlle ROCHE	305	500	-
Mme Gwladys HODEBOURG-ROCHE	444	-	500
M. Jonathan ROCHE	444	-	500
TOTAL	1 500	1 000	1 000
Nombre total d'actions	2 500 actions		

2. RETRAIT PARTIEL DES ASSOCIES

La Société a cédé, en décembre 2021, sa participation dans la société Alliance Marine pour un prix de cession brut d'environ 6.500.000 euros.

Compte tenu de l'importance des capitaux propres qui en a résulté, il a été décidé de procéder à un rachat partiel des actions.

Monsieur Jean-Paul ROCHE, Madame Joëlle ROCHE, Madame Gwladys HODEBOURG-ROCHE et Monsieur Jonathan ROCHE ont confirmé à la Société leur souhait de se retirer partiellement du capital social de la Société.

En raison de ce retrait partiel, la Société devra procéder (1) au rachat de 1.000 actions démembrées détenues par Monsieur Jean-Paul ROCHE, Madame Joëlle ROCHE, Madame Gwladys HODEBOURG-ROCHE et Monsieur Jonathan ROCHE, (2) à l'annulation de ces actions par réduction de son capital non motivée par des pertes et (3) au paiement du prix de rachat de ces actions.

2.1. Rachat des actions :

La Société va procéder au rachat de 1.000 actions démembrées dans les conditions suivantes :

- 250 actions de quinze euros et vingt-quatre centimes (15,24 €) de valeur nominale, détenues par Monsieur Jean-Paul ROCHE, en qualité d'usufruitier, et Madame Gwladys HODEBOURG-ROCHE, en qualité de nue-propiétaire, qui ont consenti au rachat conjointement et préalablement
- 250 actions de quinze euros et vingt-quatre centimes (15,24 €) de valeur nominale, détenues par Monsieur Jean-Paul ROCHE, en qualité d'usufruitier, et Monsieur Jonathan ROCHE, en qualité de nu-propiétaire, qui ont consenti au rachat conjointement et préalablement

- 250 actions de quinze euros et vingt-quatre centimes (15,24 €) de valeur nominale, détenues par Madame Joëlle ROCHE, en qualité d'usufruitière, et Madame Gwladys HODEBOURG-ROCHE, en qualité de nue-proprétaire, qui ont consenti au rachat conjointement et préalablement
- 250 actions de quinze euros et vingt-quatre centimes (15,24 €) de valeur nominale, détenues par Madame Joëlle ROCHE, en qualité d'usufruitière, et Monsieur Jonathan ROCHE, en qualité de nu-proprétaire, qui ont consenti au rachat conjointement et préalablement

La valeur vénale unitaire d'une action est fixée à huit mille huit euros et huit centimes (8008,08 €), soit un prix de rachat total de huit millions huit mille quatre-vingts euros (8.008.080 €) euros.

2.2. Annulation des actions par voie de réduction de capital :

Lesdites actions rachetées auprès de Monsieur Jean-Paul ROCHE, Madame Joëlle ROCHE, Madame Gwladys HODEBOURG-ROCHE et Monsieur Jonathan ROCHE, vont être immédiatement annulées dans le cadre d'une réduction de capital non motivée par des pertes.

A ce titre, le capital sera réduit d'une somme de 15.240 euros, prélevée sur le capital social qui se trouvera ramené en conséquence de 38.112,25 € à la somme de 22.872,25 €, le solde du prix de rachat des actions, soit 7.992.840 euros, sera imputé sur le poste « autres réserves ».

En conséquence, il vous appartiendra d'autoriser ce retrait partiel et de modifier les statuts de la Société en conséquence.

Si vous agréez ce projet, nous vous invitons à voter en ce sens les résolutions qui vont sont proposées et dont le texte figure en annexe (**ANNEXE 1**).

Le Pradet, le 10 janvier 2022,

Monsieur Jean-Paul ROCHE
Président

ANNEXE 1

Texte des projets de résolution présenté aux Associés

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture de l'acte notarié en date du 14 janvier 2022 pardevant Maître Bertrand MAURY Notaire au sein de la Société d'exercice libéral à forme anonyme dénommée « acte 2 », titulaire d'un Office Notarial à la Résidence de PARIS (75116), 55 avenue Kleber,

Prend acte des donations consenties par les associés Monsieur Jean-Paul ROCHE et Madame Joëlle ROCHE au profit de leurs enfants, Madame Gwladys HODEBOURG-ROCHE et Monsieur Jonathan ROCHE ; et

Approuve la nouvelle répartition du capital de la Société, avant rachat et annulation des actions, à savoir :

Associé	Actions détenues en pleine propriété	Actions détenues en usufruit	Actions détenues en nue-propiété
M. Jean-Paul ROCHE	307	500	-
Mme Joëlle ROCHE	305	500	-
Mme Gwladys HODEBOURG-ROCHE	444	-	500
M. Jonathan ROCHE	444	-	500
TOTAL	1 500	1 000	1 000
Nombre total d'actions	2 500 actions		

SECONDE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, telles que stipulées par l'article 18 des statuts de la Société, après avoir entendu la lecture du rapport de gérance et du rapport du commissaire aux compte et, connaissance prise des lettres adressées par les Associés à la Société,

Décide du rachat et de l'annulation des actions détenues par les Associés en démembrement comme suit :

- de 250 actions de quinze euros et vingt-quatre centimes (15,24 €) de valeur nominale, détenues par Monsieur Jean-Paul ROCHE, en qualité d'usufruitier, et Madame Gwladys

HODEBOURG-ROCHE, en qualité de nue-proprétaire, qui ont consenti au rachat conjointement et préalablement

Le prix de rachat des 250 actions démembrées a été fixé à la somme globale de deux millions deux mille vingt euros (2.002.020 €), soit un prix unitaire global de huit mille huit euros et huit centimes (8008,08 €)

- de 250 actions de quinze euros et vingt-quatre centimes (15,24 €) de valeur nominale, détenues par Monsieur Jean-Paul ROCHE, en qualité d'usufruitier, et Monsieur Jonathan ROCHE, en qualité de nu-proprétaire, qui ont consenti au rachat conjointement et préalablement

Le prix de rachat des 250 actions démembrées a été fixé à la somme globale de deux millions deux mille vingt euros (2.002.020 €), soit un prix unitaire global de huit mille huit euros et huit centimes (8008,08 €)

- de 250 actions de quinze euros et vingt-quatre centimes (15,24 €) de valeur nominale, détenues par Madame Joëlle ROCHE, en qualité d'usufruitière, et Madame Gwladys HODEBOURG-ROCHE, en qualité de nue-proprétaire, qui ont consenti au rachat conjointement et préalablement

Le prix de rachat des 250 actions démembrées a été fixé à la somme globale de deux millions deux mille vingt euros (2.002.020 €), soit un prix unitaire global de huit mille huit euros et huit centimes (8008,08 €)

- de 250 actions de quinze euros et vingt-quatre centimes (15,24 €) de valeur nominale, détenues par Madame Joëlle ROCHE, en qualité d'usufruitière, et Monsieur Jonathan ROCHE, en qualité de nu-proprétaire, qui ont consenti au rachat conjointement et préalablement

Le prix de rachat des 250 actions démembrées a été fixé à la somme globale de deux millions deux mille vingt euros (2.002.020 €), soit un prix unitaire global de huit mille huit euros et huit centimes (8008,08 €)

En conséquence de ce qu'il précède, l'Assemblée générale extraordinaire,

- 1. autorise la Société à racheter aux Associés 1 000 actions démembrées** de quinze euros et vingt-quatre centimes (15,24 €) de valeur nominale, sur les 2500 actions qu'ils détiennent dans la Société pour un prix global de huit millions huit mille quatre-vingt euros (**8.008.080 €**) ; et
- 2. décide** que ce rachat suivi de l'annulation sera réalisé par les imputations suivantes :
 - sur le poste « capital social » à hauteur de quinze mille deux cent quarante euros (15.240 €), et
 - sur le poste « Autres Réserves » à hauteur de sept millions neuf cent quatre-vingt-douze mille huit cent quarante euros (7.992.840 €).

Par le seul fait de leur rachat, les actions qui en feront l'objet ainsi que tous les droits y attachés, notamment le droit aux bénéfices de l'exercice en cours, seront annulés.

3. Conformément aux stipulations des actes de donation en date du 23 décembre 2003 reçu par Maître Olivier ROQUEBERT, notaire à OLLIOULES, et régulièrement enregistré à la RECETTE PRINCIPALE DE TOULON NORD EST, en janvier 2004, Bordereau 2004/50, case 1, ainsi que l'acte de donation en date du 14 janvier 2021 reçu par Maître Bertrand MAURY Notaire à PARIS (75116), 55 avenue Kleber, le prix de rachat des actions est réparti comme suit :

- A hauteur de **712 actions**, chacun des usufruitiers et nus propriétaires recevra une **fraction du prix de rachat** desdites actions à proportion de la valeur de son droit, soit 40 % pour les usufruitiers et 60 % pour les nus propriétaires ;
- A hauteur de **288 actions**, les usufruitiers et nus propriétaires ont convenu du **report de l'usufruit réservé**, en vertu des règles de la subrogation réelle conventionnelle, sur le prix de cession des biens donnés.

Le prix de rachat des 1000 actions sera donc réglé par **virements bancaires** à hauteur de :

- 1.140.350,59 € sur le compte personnel Neuflyze n° 08971300001 12 de Monsieur Jean-Paul ROCHE
- 1.140.350,59 € sur le compte personnel Neuflyze n° 08971310001 82 de Madame Joëlle ROCHE
- 1.710.525,59 € sur le compte personnel Neuflyze n° 08971130001 83 de Madame Gwladys HODEBOURG-ROCHE
- 1.710.525,59 € sur le compte le compte personnel Neuflyze n° 08971430001 49 de Monsieur Jonathan ROCHE
- 576.581,76 € sur le compte démembré Neuflyze n° 08972320001 71 de Monsieur Jean-Paul ROCHE ET Madame Gwladys HODEBOURG-ROCHE
- 576.581,76 € sur le compte démembré Neuflyze n° 08972310001 01 de Monsieur Jean-Paul ROCHE ET Monsieur Jonathan ROCHE
- 576.581,76 € sur le compte démembré Neuflyze n° 08972330001 44 de Madame Joëlle ROCHE ET Madame Gwladys HODEBOURG-ROCHE
- 576.581,76 € sur le compte démembré Neuflyze n° 08972300001 28 de Madame Joëlle ROCHE ET Monsieur Jonathan ROCHE

TROISIEME RESOLUTION

En conséquence des première et deuxième résolutions visées ci-dessus, l'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, telles que stipulées par l'article 18 des statuts de la Société,

décide de réaliser une réduction du capital social non motivée par les pertes d'un montant de **8.008.080 €** par voie d'**annulation** de 1 000 actions de quinze euros et vingt-quatre centimes (15,24 €) de valeur nominale, détenues par les Associés dans la Société.

Le capital sera réduit d'une somme de 15.240 € et se trouvera ramené en conséquence de 38.112,25 € à la somme de 22.872,25 €.

QUATREME RESOLUTION

En conséquence des seconde et troisième résolutions visées ci-dessus, l'Assemblée Générale **décide** :

- d'autoriser le président à procéder au paiement, à hauteur d'une somme de 8.008.080 € au profit des Associés selon les valeurs et modalités approuvées dans la seconde résolution,
- d'annuler 1000 actions de quinze euros et vingt-quatre centimes (15,24 €) de valeur nominale sur les 2.500 actions détenues par les Associés dans la Société et rachetées par la Société
- que le capital social de la Société se trouvera ainsi ramené de 38.112,25 € à la somme de 22.872,25 €.
- de modifier l'article 7 des statuts de la façon suivante :

« Le capital social de la société est fixé à la somme de TRENTE HUIT MILLE CENT DOUZE EUROS ET VINGT CINQ CENTIMES (38.112,25).

Il est divisé en 2500 actions, toutes de même catégorie, libérées comme il a été dit ci-dessus.

Suite au procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 24 janvier 2022 constatant la réduction de capital par voie de rachat et d'annulation de 1.000 actions de la Société, le capital social de la société est fixé à la somme de vingt-deux mille huit cent soixante-douze euros et vingt-cinq centimes (22.872,25 €).

Il est divisé en 1.500 actions, toutes de même catégorie, libérées comme il a été dit ci-dessus.»

L'en-tête des statuts est également modifié afin de prendre en considération le nouveau capital de la Société.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises, telles que stipulées par l'article 18 des statuts de la Société, **confère** tous pouvoirs au porteur d'un original ou d'une copie du présent procès-verbal à l'effet d'effectuer toutes formalités d'enregistrement, de publicité, dépôt au greffe du tribunal de commerce et autres qu'il y aura lieu.

INFORMATIQUE MANAGEMENT GESTION

I.M.G.

Société par actions simplifiée

Au capital de 22.872,25 €

Siège social : Les Mas de la Solitude,

Avenue Général Brosset,

83220 LE PRADET

R.C.S. TOULON B 398 999 078

STATUTS

MIS A JOUR EN DATE DU 24 JANVIER 2022

**Statuts certifiés conformes par le
Président**

Signature de Monsieur Jean-Paul ROCHE, Président de
la Société, précédée de la mention manuscrite « *Statuts
certifiés conformes en date du 24 janvier 2022* »

Statuts certifiés conformes en date du
24 janvier 2022

DocuSigned by:

Jean Paul Roche

B53941262658403...

STATUTS

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé entre les propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement, une société par actions simplifiée régie par :

- les dispositions des articles L. 227-1 à L. 227-20 et L. 244-1 à L. 244-4 du Code de commerce;
- dans la mesure où elles sont compatibles avec les dispositions particulières aux sociétés par actions simplifiée, les dispositions relatives aux sociétés anonymes, à l'exception des articles L. 225-17 à L. 225-126 et L. 225-243 du Code de commerce et les dispositions générales relatives à toute société des articles 1832 à 1844-17 du Code civil;
- les dispositions des présents statuts.

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

La société n'est pas et n'entend pas devenir une société réputée faire publiquement appel à l'épargne, conformément aux dispositions de l'article L.227-2 du Code de commerce.

Tout appel public à l'épargne lui est interdit.

ARTICLE 2 - OBJET

La présente société par actions simplifiée a pour objet

La participation de la société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association, en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location-gérance.

Les activités de conseil en informatique et de prestations de services en informatique.

La gestion commerciale et financière, la prise de participations et la gestion de ces participations.

Toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes.

La participation de la société par tous moyens à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de



location-gérance.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La présente société par actions simplifiée a pour dénomination sociale « INFORMATIQUE MANAGEMENT GESTION ».

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement « Société par actions simplifiée » ou des initiales "S.A.S.", de l'énonciation du montant du capital social, ainsi que du numéro d'identification SIREN et de la mention RCS suivie du nom de la ville où se trouve le greffe où elle sera immatriculée.

ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à LE PRADET (83220), Les Mas de la Solitude, Avenue Général Brosset, situé dans le ressort du Tribunal de commerce de TOULON, lieu de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Le transfert du siège social, la création, le déplacement, la fermeture des succursales, agences et dépôts situés en tous lieux ou à l'étranger interviennent sur décision du président, sous réserve de ratification par la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Cette durée peut, par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires, être prorogée une ou plusieurs fois sans que chaque prorogation puisse excéder 99 ans.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le président doit provoquer une délibération de la collectivité des associés à l'effet de décider si la société doit être prorogée. A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la délibération et la décision ci-dessus prévues.

ARTICLE 6 - APPORTS

A la constitution le 17 octobre 1994, le capital social est fixé à 250 000 francs (soit 38 112, 25 euros) divisé en 2500 actions de 100 francs chacune, émises contre espèces, libérées intégralement lors de la souscription.



ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social de la société est fixé à la somme de TRENTE HUIT MILLE CENT DOUZE EUROSET VINGT CINQ CENTIMES (38 112,25 euros).

Il est divisé en 2500 actions, toutes de même catégorie, libérées comme il a été dit ci-dessus.

Suite au procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 24 janvier 2022 constatant la réduction de capital par voie de rachat et d'annulation de 1.000 actions de la Société, le capital social de la société est fixé à la somme de vingt-deux mille huit cent soixante-douze euros et vingt-cinq centimes (22.872,25 €).

Il est divisé en 1.500 actions, toutes de même catégorie, libérées comme il a été dit ci-dessus.

ARTICLE 8 – MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti conformément aux lois et règlements en vigueur.

I - Le capital social peut être augmenté, soit par l'émission d'actions nouvelles, soit par élévation du montant nominal des actions existantes.

L'émission d'actions nouvelles peut résulter :

- Soit d'apports en nature ou en numéraire, ces derniers pouvant être libérés par un versement d'espèces ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la société ;
- Soit de l'utilisation de ressources propres à la société sous forme d'incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes d'émission ;
- Soit de la combinaison d'apports en numéraire et d'incorporations de réserves, bénéfices ou primes d'émission ;
- Soit de la conversion ou du remboursement d'obligations en actions.

Sauf s'il s'agit du paiement du dividende en actions, la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires sur le rapport du président est seule compétente pour décider une augmentation de capital.

Si l'augmentation du capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, la collectivité des associés délibère aux conditions de quorum et de majorité prévues par les décisions ordinaires.

Les associés ont, proportionnellement au nombre de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital.

La collectivité des associés qui décide l'augmentation de capital peut supprimer ce droit



préférentiel de souscription, totalement ou partiellement, en faveur d'un ou plusieurs associés dénommés, dans le respect des conditions prévues par la loi.

En outre, chaque associé peut, sous certaines conditions, renoncer individuellement à ce droit préférentiel de souscription.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfiques ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

La valeur des apports en nature doit être appréciée par un ou plusieurs commissaires aux comptes nommés sur requête par le Président du Tribunal de commerce.

II - La collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires peut aussi décider ou autoriser la réduction du capital social pour telle cause et de telle manière que ce soit, notamment pour cause de pertes ou par voie de remboursement ou de rachat partiels des actions, de réduction de leur nombre ou de leur valeur nominale, le tout dans les limites et sous les réserves fixées par la loi et, en aucun cas, la réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins au minimum légal, à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après sa réduction.

A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Celle-ci ne peut être prononcée si au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

III - La collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires peut également décider d'amortir tout ou partie du capital social et substituer aux actions de capital des actions de jouissance partiellement ou totalement amorties, le tout en application des articles L. 225-198 et suivants du Code de commerce.

IV - Enfin, la collectivité des associés décidant l'augmentation ou la réduction du capital peut déléguer au président les pouvoirs nécessaires à l'effet de la réaliser.

ARTICLE 9 – LIBERATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la société, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du président, dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des



sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du ou des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque actionnaire.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Conformément aux dispositions de l'article 1843-3 du Code civil, lorsqu'il n'a pas été procédé dans un délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au président du tribunal statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte aux administrateurs, gérants et dirigeants de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

ARTICLE 10 – FORME DES ACTIONS

Les actions émises par la société ont obligatoirement la forme nominative.

Elles donnent lieu à une inscription en comptes « nominatifs purs » ou « nominatifs administrés » selon les modalités prévues par le "cahier des charges des émetteurs - teneurs de comptes de valeurs mobilières non admises en SICOVAM » approuvé par la Direction du Trésor, par la société au nom de chaque associé dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur sur les sociétés commerciales pour les sociétés anonymes.

A la demande d'un associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

Lorsque les conditions légales sont réunies, la société peut créer des actions à dividende prioritaire sans droit de vote.

La collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour la réduction du capital social en l'absence de pertes peut, à tout moment, décider ou autoriser le rachat des actions à dividende prioritaire sans droit de vote.

ARTICLE 11 – TRANSMISSION DES ACTIONS

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la société et jusqu'à la clôture de la liquidation.



La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres que la société tient à cet effet au siège social.

La transmission des actions s'opère à l'égard de la société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société et signé par le cédant ou son mandataire.

L'ordre de mouvement est enregistré sur un registre coté et paraphé, chronologiquement, dit « registre des mouvements » tenu.

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard, dans les huit jours qui suivent celle-ci.

La société peut exiger que les signatures apposées sur l'ordre de mouvement soient certifiées par un officier public ou un maire sauf dispositions législatives contraires.

Les actions sont transmissibles sous les conditions suivantes.

Droit de préemption :

Lorsqu'un associé envisage la cession de ses actions, il doit notifier son projet, soit par acte extrajudiciaire, soit par lettre recommandée avec accusé de réception, au président de la société en indiquant l'identité de l'acquéreur, le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix par action.

Toutes les cessions d'actions, y compris entre associés, sont soumises au respect du droit de préemption suivant :

Dans l'hypothèse où l'un des associés souhaiterait se séparer de tout ou partie de sa participation au capital de la société, les autres associés bénéficieront à titre irréductible d'un droit de préemption au prorata de leur participation au sein du capital de la société.

Au cas où un ou plusieurs des associés n'exerceraient pas ou n'exerceraient pas en totalité leur droit de préemption à titre irréductible, les autres associés disposeront à titre réductible d'un droit de préemption au prorata de leur participation respective après exercice de leur droit de préemption à titre irréductible.

En cas d'exercice du droit de préemption, le prix unitaire de l'action sera celui obtenu par l'associé cédant de la part d'un acquéreur de bonne foi.

Pour permettre l'exécution de ces dispositions relatives au droit de préemption, l'associé qui envisagerait de céder ses actions doit notifier au président de la société, soit par acte extrajudiciaire, soit par lettre recommandée avec accusé de réception, la cession projetée en mentionnant le nombre d'actions qu'il souhaite céder, l'identité du cessionnaire, le prix et les conditions de la cession.

The image shows four blue DocuSign envelopes arranged horizontally. Each envelope has a small 'DS' logo in the top right corner and a handwritten signature in the center. From left to right, the signatures are: 'JPR', 'JD', 'GHR', and 'JR'.

Dans le délai d'un mois de ladite notification, le président de la société doit notifier par lettre recommandée avec accusé de réception le projet de cession à tous les associés de la société autres que le cédant.

A compter de la réception de cette lettre, chaque associé non cédant devra faire connaître sa décision d'acquiescer dans le délai de un mois.

En outre, la cession éventuelle des actions à un tiers ne pourra intervenir avant l'expiration d'un délai supplémentaire d'un mois permettant aux associés non-cédants d'exercer leurs droits de préemption à titre réductible.

Si l'exercice des droits de préemption ne permet pas l'acquisition de la totalité des actions mises en vente par l'associé cédant, et sauf volonté contraire de cet associé, les droits de préemption seront réputés n'avoir jamais été exercés. Dans ce cas, et sous réserve de l'agrément ci-après prévu, l'associé cédant pourra librement céder ses actions au cessionnaire mentionné dans la notification.

Toutefois, l'associé cédant peut demander le bénéfice de l'exercice du droit de préemption à concurrence du nombre de titres pour lequel il aura été notifié par les autres associés et procéder à la cession du solde des actions qu'il envisageait de céder, conformément aux dispositions des statuts.

Lorsque tout ou partie des actions dont la cession est projetée n'aura pas été préemptée dans les conditions ci-dessus prévues, le cédant devra, si le cessionnaire est non associé, se soumettre à la procédure d'agrément suivante :

Procédure d'agrément :

Le président de la société doit, dans un délai de trois mois à compter de la réception de la notification du projet de cession, notifier, soit par acte extrajudiciaire soit par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'associé cédant la décision d'agrément ou de refus d'agrément prise par un ou plusieurs associés représentant au moins la majorité du capital et des droits de vote de la société et délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires dans les délais prévus par l'article L. 228-24 du Code de commerce; les actions de l'associé qui projette de céder ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul de cette majorité.

A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acceptée.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée.

En cas d'agrément, l'associé cédant peut céder librement le nombre d'actions indiqué dans la notification de la décision d'agrément aux conditions prévues et à la société mentionnée dans ladite notification.

En cas de refus d'agrément, l'associé cédant doit, dans un délai de quinze jours à compter de la notification de la décision de refus d'agrément, indiquer à la société au moyen d'une

 DS JPR DS JD DS GHR DS JR

lettre recommandée avec accusé de réception, s'il entend renoncer à son projet de cession.

A défaut d'exercice de ce droit de repentir, la société doit dans un délai de trois mois à compter de la notification de la décision de refus d'agrément :

- Soit faire racheter les actions dont la cession était envisagée par un ou plusieurs associés ;
- Soit procéder elle-même à ce rachat ; dans ce cas elle doit dans les six mois de ce rachat céder ces actions ou les annuler dans le cadre d'une réduction de son capital social.

Le prix de rachat des actions du cédant est fixé d'un commun accord. En cas de désaccord, le prix de rachat est déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843- 4 du Code civil.

Si, à l'expiration dudit délai de trois mois, le rachat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant en la forme des référés, sans recours possible, le cédant et le cessionnaire dûment appelés.

La cession au nom du ou des acquéreurs désignés par les associés est régularisée par un ordre de virement signé par le cédant ou son mandataire, ou à défaut le président de la société qui le notifiera au cédant, dans les huit jours de sa date, avec invitation à se présenter au siège social pour recevoir le prix de cession, qui ne sera pas productif d'intérêts.

Toute cession d'actions intervenue en violation des dispositions ci-dessus est nulle.

En outre, l'associé cédant sera tenu de céder la totalité de ses actions dans un délai d'un mois à compter de la révélation à la société de l'infraction et ses droits non pécuniaires seront suspendus jusqu'à ce qu'elle ait procédé à ladite cession.

Ces dispositions sont également applicables en cas d'apport en société, d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission. Elles peuvent aussi s'appliquer à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices, ainsi qu'en cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

La clause d'agrément, objet du présent article, est applicable à toute cession de valeurs mobilières émises par la société, donnant vocation ou pouvant donner vocation à recevoir à tout moment ou à terme des actions de la société.

La présente clause d'agrément ne peut être supprimée ou modifiée qu'à l'unanimité des associés.

ARTICLE 12 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS



Toute action en l'absence de catégories d'actions, ou toute action d'une même catégorie d'actions dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social lors de toute distribution, amortissement ou répartition, au cours de la vie de la société, comme en cas de liquidation, ceci dans les conditions et modalités par ailleurs stipulées dans les présents statuts.

Le cas échéant, et pour parvenir à ce résultat, il est fait masse de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la société auxquelles ces distributions, amortissements ou répartitions pourraient donner lieu.

Tout associé dispose notamment des droits suivants à exercer dans les conditions et sous les éventuelles restrictions légales et réglementaires : droit préférentiel de souscription aux augmentations de capital ou aux émissions d'obligations convertibles en actions, droit à l'information permanente ou préalable aux consultations collectives ou assemblées générales, droit de poser des questions écrites avant toute consultation collective ou, deux fois par an, sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation, droit de récuser les commissaires aux comptes.

Chaque action donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives ou assemblées générales.

Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix au moins.

Les associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports. Les droits et obligations suivent l'action quelle qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de la collectivité des associés.

Les créanciers, ayants-droits ou autres représentants d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs sociales, ni en demander le partage ou la licitation ; ils doivent s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de la collectivité des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les associés propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou droits nécessaires.

ARTICLE 13 – INDIVISIBILITE DES ACTIONS



Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les associés propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux, considérée comme seul propriétaire ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné à la demande de l'indivisaire la plus diligent.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

ARTICLE 14 – NUE PROPRIETE – USUFRUIT

Sauf convention contraire notifiée à la société, les associés détenant l'usufruit d'actions représentent valablement les associés détenant la nue-propiété ; toutefois, le droit de vote appartient à l'associé détenant l'usufruit pour les délibérations concernant les décisions collectives ordinaires et à l'associé détenant la nue-propiété pour les délibérations concernant les décisions collectives extraordinaires.

Cependant, les associés concernés peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux consultations collectives. La convention est notifiée par lettre recommandée à la société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute consultation collective qui aurait lieu après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de cette lettre.

Toutefois, dans tous les cas, l'associé détenant la nue-propiété a le droit de participer aux consultations collectives.

L'exercice du droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles de numéraire et celui du droit d'attribution d'actions gratuites est réglé en l'absence de conventions spéciales entre les parties, selon les dispositions suivantes :

Le droit préférentiel de souscription, ainsi que le droit d'attribution d'actions gratuites, appartiennent à l'associé détenant la nue-propiété.

Si celui-ci vend ses droits, les sommes provenant de cette cession, ou les biens acquis par lui au moyen de ces sommes, sont soumis à usufruit.

L'associé détenant la nue-propiété est réputé avoir négligé d'exercer le droit préférentiel de souscription lorsqu'il n'a ni souscrit d'actions nouvelles, ni vendu les droits de souscription huit jours avant l'expiration du délai d'exercice de ce droit.

Il est même réputé avoir négligé d'exercer le droit d'attribution lorsqu'il n'a ni demandé cette attribution, ni vendu les droits trois mois après le début des opérations d'attribution.



L'associé détenant l'usufruit, dans les deux cas, peut alors se substituer à l'associé détenant la nue-propiété pour exercer soit le droit de souscription, soit le droit d'attribution ou pour vendre les droits. Dans ce dernier cas, l'associé détenant la nue-propiété peut exiger le remploi des sommes provenant de la cession ; les biens ainsi acquis sont soumis à usufruit.

Les actions nouvelles appartiennent au nu-propiétaire pour la nue-propiété et à l'usufruitier pour l'usufruit. Toutefois, en cas de versements de fonds par le nu-propiétaire ou l'usufruitier, pour réaliser ou parfaire une souscription ou une attribution, les actions nouvelles n'appartiennent au nu-propiétaire et à l'usufruitier qu'à concurrence de la valeur des droits de souscription ou d'attribution ; le surplus des actions nouvelles appartient en pleine propriété à l'associé qui a versé les fonds.

En cas de remise en gage par un associé de ses actions, l'associé débiteur continue de représenter seul ces actions.

ARTICLE 15 – DIRECTION DE LA SOCIETE

Président :

La société est représentée à l'égard des tiers par un président, personne physique salariée ou non, choisis ou non parmi les associés de la société, avec ou sans limitation de la durée de son mandat.

Le premier président est nommé par l'assemblée générale constitutive des associés ou, en cas de transformation d'une société en société par actions simplifiée, lors de l'assemblée générale extraordinaire appelée à statuer sur l'adoption des statuts.

Au cours de la vie sociale le président est renouvelé, remplacé et nommé par une décision collective des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires et prise à la majorité simple.

Le mandat du président est renouvelable sans limitation.

Le président peut recevoir une rémunération en compensation de la responsabilité et de la charge attachées à ses fonctions. Il a, par ailleurs, droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

Cette rémunération et ces frais sont comptabilisés en frais généraux de la société.

Le président peut être également lié à la société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

Les fonctions de président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

 Four blue square stamps with 'DS' in the top right corner and handwritten initials inside: JPR, JD, GHR, JR.

Le président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de trois mois lequel pourra être réduit lors de la consultation de la collectivité des associés qui aura à statuer sur le remplacement du président démissionnaire.

La démission du président n'est recevable que si elle est adressée à chacun des associés par lettre recommandée.

Le président est révocable à tout moment par décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires et prise à la majorité simple.

La décision de révocation du président peut ne pas être motivée.

En outre, le président est révocable par le Tribunal de commerce pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Pouvoirs du président :

Dans les rapports avec les tiers, le président représente la société et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans les limites de son objet social.

Les dispositions des présents statuts limitant les pouvoirs du président sont inopposables aux tiers.

La société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le président dirige, gère et administre la société ; notamment il :

- Etablit et arrête les documents de gestion prévisionnelle et rapports y afférents ;
- Etablit et arrête les comptes annuels et le rapport de gestion à présenter à l'approbation de la collectivité des associés ;
- Prépare toutes les consultations de la collectivité des associés.

Nonobstant ce qui est dit ci-dessus, le président ne peut pas sans l'accord préalable de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires ou extraordinaires selon le cas, effectuer les opérations suivantes :

- Nomination, renouvellement et révocation du directeur général ;
- Nomination et renouvellement des commissaires aux comptes ;
- Approbation des comptes sociaux annuels et affectation des résultats ;
- Extension ou modification de l'objet social ;
- Changement de dénomination et transfert du siège social ;
- Augmentation, amortissement ou réduction du capital social ;
- Opérations de fusion ou d'apport partiel d'actif ou de scission ;



- Transformation de la société ;
- Prorogation de la durée de la société ;
- Dissolution de la société ;
- Agrément des cessionnaires d'actions ;
- Modification de la clause relative à l'agrément de toute cession d'actions.

Dans les rapports entre la société et son comité d'entreprise, le président constitue l'organe social auprès duquel les délégués dudit comité exercent les droits définis par l'article 432-6 du Code du travail.

Le président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

Directeur général :

Le président peut être assisté d'un directeur général, personne physique associée ou non, salariée ou non de la société, nommé soit lors de l'assemblée générale constitutive des associés, soit dans le cas de la transformation d'une société en société par actions simplifiée, lors de l'assemblée générale extraordinaire appelée à statuer sur l'adoption des statuts, avec ou sans limitation de la durée de son mandat.

Les règles fixant la responsabilité des membres du conseil d'administration des sociétés anonymes sont applicables au directeur général de la société par actions simplifiée.

Au cours de la vie sociale, le directeur général est renouvelé, remplacé et nommé par une décision collective des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires et prise à la majorité simple.

Le mandat du directeur général est renouvelable sans limitation.

Le directeur général peut recevoir une rémunération en compensation de la responsabilité et de la charge attachées à ses fonctions. Il sera par ailleurs remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

Cette rémunération et ces frais sont comptabilisés en frais généraux de la société.

Le directeur général, personne physique, pourra être également lié à la société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

Les fonctions de directeur général prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le directeur général peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de trois mois lequel pourra être réduit lors de consultation de la collectivité des associés qui aura à statuer sur le remplacement du directeur général démissionnaire.



La démission du directeur général n'est recevable que si elle est adressée au président par lettre recommandée.

Le directeur général est révocable à tout moment par décision de la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires et prise à la majorité simple.

La décision de révocation du directeur général peut ne pas être motivée.

En outre, le directeur général est révocable par le Tribunal de commerce pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Pouvoirs du directeur général :

Le directeur général assiste le président dans ses fonctions. Il n'a qu'un rôle d'auxiliaire du président auquel il reste subordonné.

Les pouvoirs du directeur général sont fixés par la collectivité des associés en accord avec le président lors de la décision de sa nomination ; ils ne peuvent être modifiés que dans les mêmes conditions.

En aucun cas le directeur n'a le droit de représenter la société à l'égard des tiers, sauf délégation expresse du Président.

En cas de décès, démission ou empêchement du président, le directeur général conserve ses fonctions et assume la direction de la société jusqu'à la nomination d'un nouveau président.

ARTICLE 16 – CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE, SES DIRIGEANTS OU SES ASSOCIES

En application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce, le commissaire aux comptes présente aux associés un rapport sur les conventions, intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 5% ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 dudit code.

Les associés statuent sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article L. 227-11 du Code de commerce, les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au commissaire aux comptes. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.



A peine de nullité du contrat, il est interdit au président et au directeur général, personnes physiques, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

Toutefois, si la société exploite un établissement bancaire ou financier, cette interdiction ne s'applique pas aux opérations courantes de commerce conclues à des conditions normales.

ARTICLE 17 – COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la société est exercé par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires exerçant leur mission conformément à la loi.

Un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

Les commissaires aux comptes sont nommés pour six exercices sociaux ; leurs fonctions expirent à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes du sixième exercice social.

Les premiers commissaires aux comptes sont nommés aux termes des statuts à l'unanimité des associés fondateurs.

Au cours de la vie sociale, les commissaires aux comptes sont renouvelés, remplacés et nommés par décision collective des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires et prise à la majorité simple.

Dans le cas où il deviendrait nécessaire de procéder à la nomination d'un ou plusieurs commissaires aux comptes et où la collectivité des associés négligerait de le faire, tout associé peut demander au Président du Tribunal de commerce, statuant en référé, la désignation d'un commissaire aux comptes, le président de la société dûment appelé; le mandat ainsi conféré prendra alors fin lorsqu'il aura été pourvu par la collectivité des associés à la nomination du ou des commissaires.

Afin de préserver l'indépendance des commissaires à l'égard de la société et de ses dirigeants, toute nomination de commissaires aux comptes est soumise aux règles d'incompatibilité édictées par les dispositions de l'article L. 225-224 du Code de commerce.

Les commissaires aux comptes sont investis des fonctions et des pouvoirs que leur confèrent les articles L. 225-218 à L. 225-242 du Code de commerce.

Plus particulièrement, ils ont pour mission permanente :

- De vérifier les valeurs et les documents comptables de la société,



- De contrôler la conformité de la comptabilité aux règles en vigueur,
- De vérifier la concordance avec les comptes annuels et la sincérité des informations données dans le rapport de gestion et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes de la société.

Ils ne doivent en aucun cas s'immiscer dans la gestion de la société. Les commissaires aux comptes sont appelés à l'occasion de toute consultation de la collectivité des associés.

Les commissaires aux comptes sont indéfiniment rééligibles. Leur renouvellement doit être décidé par la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires, la reconduction tacite dans leurs fonctions étant inopérante.

Les commissaires aux comptes peuvent démissionner de leurs fonctions, même pour simple convenance personnelle, à condition de ne pas exercer ce droit d'une manière préjudiciable à la société.

En cas de démission du commissaire aux comptes titulaire, le commissaire aux comptes suppléant accède de plein droit aux fonctions de ce dernier pour la durée restant à courir du mandat de celui-ci.

En cas de faute ou d'empêchement, les commissaires aux comptes peuvent être relevés de leurs fonctions avant l'expiration normale de celles-ci mais seulement par décision de justice.

La révocation du commissaire aux comptes peut être demandée :

- Par le président de la société ;
- Par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social
- Par la collectivité des associés ;
- Par le comité d'entreprise
- Par le Ministère public.

La demande de révocation du commissaire aux comptes doit être présentée devant le Président du Tribunal de commerce qui statue en la forme des référés.

ARTICLE 18 – DECISIONS COLLECTIVES

Les associés délibérants collectivement sont seuls compétents pour prendre les décisions suivantes :

- Nomination, renouvellement et révocation du président de la société ;
- Nomination, renouvellement et révocation du directeur général ;
- Nomination et renouvellement des commissaires aux comptes ;
- Approbation des comptes sociaux annuels et affectation des résultats ;
- Extension ou modification de l'objet social ;
- Changement de dénomination et transfert du siège social ;
- Augmentation, amortissement ou réduction du capital social ;
- Opérations de fusion ou d'apport partiel d'actif ou de scission ;



- Transformation de la société ;
- Prorogation de la durée de la société ;
- Dissolution de la société ;
- Agrément des cessionnaires d'actions ;
- Modification de la clause relative à l'agrément de toute cession d'actions.

Toute autre décision relève de la compétence du président.

Sauf les cas ci-après prévus, les décisions collectives des associés sont prises, au choix du président, soit en assemblée générale réunie au siège social ou en tout autre lieu indiqué sur la convocation, soit par consultation par correspondance, soit par téléconférence téléphonique ou audiovisuelle. Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte authentique ou sous seings privés. Tous moyens de télécommunication peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

Quel qu'en soit le mode, toute consultation de la collectivité des associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour, le texte des résolutions et tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions présentées à leur approbation.

Cette information doit faire l'objet d'une communication intervenant quinze jours au moins avant la date de la consultation.

Les décisions prises conformément à la loi et aux statuts obligent tous les associés même absents, dissidents ou incapables.

Les décisions collectives des associés sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.

Les décisions ordinaires sont celles qui ne modifient pas les statuts.

Les décisions extraordinaires sont seules à pouvoir modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elles ne peuvent, toutefois, augmenter les engagements des associés sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

Les consultations de la collectivité des associés sont provoquées par le président ou, en cas de carence du président, par un mandataire désigné en justice.

Lorsque la consultation de la collectivité des associés n'est pas obligatoire, elle peut toutefois être provoquée par l'associé demandeur.

En outre, le commissaire aux comptes peut, à toute époque, provoquer une consultation de la collectivité des associés.

Lorsque la consultation de la collectivité des associés est faite en assemblée générale, la convocation est faite par tous procédés de communication écrite quinze jours avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'assemblée est présidée par le président ; à défaut, l'assemblée élit son président de séance.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé. Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

Les décisions collectives qualifiées d'ordinaires ne sont valablement prises, sur première consultation, que si les associés présents ou représentés possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième consultation aucun quorum n'est requis.

Les décisions collectives qualifiées d'extraordinaires ne sont valablement prises, sur première consultation, que si les associés présents ou représentés possèdent au moins la moitié des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième consultation aucun quorum n'est requis.

En cas de consultation écrite, le président doit adresser à chacun des associés par courrier recommandé avec accusé de réception, un bulletin de vote, en deux exemplaires, portant les mentions suivantes :

- Sa date d'envoi aux associés ;
- La date à laquelle la société devra avoir reçu les bulletins de vote. A défaut d'indication de cette date, le délai maximal de réception des bulletins sera de dix jours à compter de la date d'expédition du bulletin de vote ;
- La liste des documents joints et nécessaires à la prise de décision ;
- Le texte des résolutions proposées avec, sous chaque résolution, l'indication des opérations de délibérations (adoption ou rejet) ;
- L'adresse à laquelle doivent être retournées les bulletins.

Chaque associé devra compléter le bulletin de vote en cochant, pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote. Si aucune ou plus d'une case ont été cochées pour une même résolution, le vote sera réputé être un vote de rejet.

Chaque associé doit retourner un exemplaire de ce bulletin de vote dûment complété, daté et signé, à l'adresse indiquée, et, à défaut, au siège social.

Le défaut de réponse d'un associé dans le délai indiqué vaut abstention totale de l'associé concerné.

Dans les cinq jours ouvrés suivant la réception du dernier bulletin de vote et au plus tard



le cinquième jour ouvré suivant la date limite fixée pour la réception des bulletins, le président établit, date et signe le procès-verbal des délibérations.

Les bulletins de vote, les preuves d'envoi de ces bulletins et le procès-verbal des délibérations sont conservés au siège social.

En cas de consultation de la collectivité des associés par voie de téléconférence, le président, dans la journée de la consultation, établit, date et signe un exemplaire du procès-verbal des délibérations de la séance portant :

- L'identification des associés ayant voté ;
- Celle des associés n'ayant pas participé aux délibérations ;
- Ainsi que, pour chaque résolution, l'identification des associés avec le sens de leurs votes respectifs (adoption ou rejet).

Le président en adresse immédiatement un exemplaire par télécopie ou tout autre procédé de communication écrite à chacun des associés. Les associés votent en retournant une copie au président, le jour même, après signature, par télécopie ou tout autre procédé de communication écrite.

En cas de délégations de pouvoirs, une preuve des mandats est également communiquée au président par le même moyen.

Les preuves d'envoi du procès-verbal aux associés et les copies en retour signées des associés sont conservées au siège social.

Sauf dispositions contraires de la loi ou des statuts, les décisions collectives sont adoptées :

- à la majorité des deux tiers pour toutes décisions extraordinaires ayant pour effet de modifier les statuts,
- et à la majorité de la moitié pour toutes autres décisions ordinaires.

Par dérogation aux dispositions qui précèdent, l'adoption ou la modification des éventuelles clauses statutaires relatives à l'inaliénabilité temporaire des actions, aux droits de préemption des associés en cas de cession d'actions, à la procédure d'agrément des cessions d'actions, au changement de contrôle d'une personne morale associée requièrent une décision unanime des associés, la personne concernée ne prenant pas part au vote dans les deux derniers cas.

De même toute décision, y compris de transformation, ayant pour effet d'augmenter les engagements d'un ou plusieurs associés ne peut être prise qu'à l'unanimité d'entre eux.

Les décisions collectives des associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, ou sur des feuilles mobiles numérotés.

Ce registre ou ces feuillets mobiles sont tenus au siège de la société. Ils sont signés le jour même de la consultation par le président de séance.

Les procès-verbaux devront indiquer le mode, le lieu et la date de la consultation, l'identité des associés et celle de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie des délibérations, les documents et rapports soumis à discussion, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et sous chaque résolution le résultat du vote.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

ARTICLE 19 – DROIT D'INFORMATION PERMANENT

Chaque associé a le droit, à toute époque, de prendre connaissance ou copie au siège social des statuts à jour de la société ainsi que des documents ci-après concernant les trois derniers exercices sociaux :

- Liste des associés avec le nombre d'actions dont chacun d'eux est titulaire et, le cas échéant, le nombre de droits de vote attachés à ces actions ;
- Les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe ;
- Les inventaires ;
- Les rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des décisions collectives ;
- Les procès-verbaux des décisions collectives comportant en annexe, le cas échéant, les pouvoirs des associés représentés.

En application des dispositions de l'article L. 227-11 du Code de commerce, tout associé a le droit d'obtenir communication des conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

ARTICLE 20 – EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

ARTICLE 21 – INVENTAIRE – COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulatif des produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements



et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le président établit le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en IT0tière de recherche et de développement.

En application des dispositions de l'article L. 225-184 du Code de commerce, le président établit un rapport spécial qui informe chaque année l'assemblée générale ordinaire des opérations réalisées dans le cadre des options de souscription ou d'achat d'actions consenties par la société à chacun des IT0ndataires sociaux.

Tous ces documents sont mis à la disposition du commissaire aux comptes de la société dans les conditions des articles L. 232-1 III et L. 233-27 pour lui permettre d'établir son rapport.

En application des dispositions de l'article L. 820-1, le commissaire aux comptes doit être convoqué par le Président pour le jour et l'heure où celui-ci entend arrêter les comptes.

La collectivité des associés, délibérant dans les conditions fixées pour les décisions ordinaires, doit statuer sur les comptes de l'exercice écoulé dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

ARTICLE 22 – AFFECTATION ET REPARTITION DE RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, la collectivité des associés peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti par décision collective des associés proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.



En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont la société a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 23 – PAIEMENT DES DIVIDENDES – ACOMPTES

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaires aux comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision collective des associés délibérant dans les conditions fixées pour les décisions ordinaires ou à défaut par le président.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Les dividendes des actions sont payés sur présentation de l'attestation d'inscription en compte.

La collectivité des associés statuant sur les comptes de l'exercice clos a la faculté d'accorder à chaque associé, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions.



L'offre de paiement du dividende en actions doit être faite simultanément à chaque associé. Le prix des actions ainsi émises, qui ne peut être inférieur au montant nominal, est fixé dans les conditions visées à l'article L. 232-19 du Code commerce ; lorsque le montant des dividendes auquel il a droit ne correspond pas à un nombre entier d'actions, l'associé peut obtenir le nombre d'actions immédiatement supérieur en versant dans le délai d'un mois la différence en numéraire ou recevoir le nombre d'actions immédiatement inférieur complété d'une soulte en numéraire.

La demande de paiement du dividende en actions doit intervenir dans un délai fixé par la collectivité des associés, sans qu'il puisse être supérieur à trois mois à compter de la décision ; l'augmentation de capital de la société est réalisée du seul fait de cette demande et ne donne pas lieu aux formalités prévues aux articles L. 225-142, L. 225-144 et L. 225-146 du Code de commerce.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

ARTICLE 24 – CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Il y aurait lieu à dissolution de la société, si la résolution soumise au vote des associés tendant à la poursuite des activités sociales, ne recevait pas l'approbation de la majorité les deux tiers des associés.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être réduit d'un montant égal à la perte constatée au plus tard lors de la clôture du second exercice social suivant celui au cours duquel les pertes portant atteinte au capital ont été constatées.

Dans tous les cas, la décision collective des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si la collectivité des associés n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.



Sous réserve des dispositions de L. 224-2 du Code de commerce, il n'y a pas lieu à dissolution ou à réduction de capital si, dans le délai ci-dessus précisé, les capitaux propres viennent à être reconstitués pour une valeur supérieure à la moitié du capital social.

ARTICLE 24 -TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La société peut se transformer en société d'une autre forme.

La décision de transformation est prise collectivement par les associés, sur le rapport du commissaire aux comptes de la société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de chacun des associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de chacun des associés qui acceptent de devenir commandités en raison de la responsabilité solidaire et indéfinie des dettes sociales.

Dans le cas d'une transformation en société commandite par actions, un commissaire à la transformation doit être nommé dans les conditions relatives à l'article L. 224-3 du Code de commerce.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation en société anonyme est prise sur le rapport d'un commissaire à la transformation chargé d'apprécier la valeur des biens composant l'actif social et, s'il en existe, les avantages particuliers consentis à des associés ou à des tiers.

ARTICLE 26 – DISSOLUTION – LIQUIDATION

La société est dissoute à l'expiration du terme fixé par les statuts, sauf prorogation, ou par décision des associés délibérant collectivement dans les conditions fixées pour les décisions extraordinaires.

Si le capital d'une des sociétés associées était réduit à un montant inférieur au montant fixé par l'article L. 224-2 du Code de commerce, la société associée devra, dans les six mois à compter de la constatation de cette situation, le porter à ce montant ou céder ses actions à un tiers, dans les conditions fixées par les statuts. A défaut de régularisation dans ce délai, la société doit prononcer sa dissolution ou se transformer en société d'une autre forme.

La dissolution peut également être demandée en justice par tout intéressé ou par le



ministère public. Le tribunal peut accorder à la société un délai maximum de six mois pour que la société associée augmente son capital ; il ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Aux termes de l'article L. 227-4 du Code de commerce, en cas de réunion en une seule main de toutes les actions de la société, les dispositions de l'article 1844-5 du Code civil relatives à la dissolution judiciaire ne sont pas applicables.

La société est en liquidation, dès l'instant de sa dissolution, pour quelque cause que ce soit.

La dissolution met fin aux fonctions du président et du directeur général. Les commissaires aux comptes conservent leur mandat.

Les associés délibérants collectivement conservent les mêmes pouvoirs qu'au cours de la vie sociale.

Les associés délibérant collectivement qui prononcent la dissolution règlent le mode de liquidation et nomment un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la législation en vigueur.

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de sa liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci, mais sa dénomination devra être suivie de la mention "Société en liquidation" ainsi que du nom du liquidateur sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers.

Les actions demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation.

Les associés sont consultés collectivement en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif de liquidation, sur le quitus de la gestion du liquidateur et la décharge de son mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

La décision collective des associés est prise à la majorité des deux tiers.

Le produit net de la liquidation, après remboursement à chacun des associés du montant nominal et non amorti de leurs actions, est réparti entre les associés en proportion de leur participation dans le capital social.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la société entraîne la transmission universelle du patrimoine de la société à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation mais les créanciers peuvent faire opposition à cette dissolution comme relaté au deuxième alinéa de l'article 1844-5 du Code civil.

Cette disposition n'est pas applicable lorsque l'associé unique est une personne physique.

ARTICLE 27 – CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation, soit entre la société et les associés titulaires de ses actions, soit entre les



associés titulaires d'actions eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

La rémunération du commissaire aux comptes titulaire est fixée conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 28 - POUVOIR

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme des présentes pour effectuer l'ensemble des formalités légales relatives à la constitution de la société et notamment :

- Procéder à l'enregistrement des statuts auprès de la Recette des impôts compétentes ;
- Signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social ;
- Procéder à toutes déclarations auprès du Centre de Formalités des Entreprises compétent ;
- Effectuer toutes formalités en vue de l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés ;
- A cet effet, signer tous actes et pièces, acquitter tous droits et frais, et plus généralement faire tout ce qui sera nécessaire afin de donner à la société présentement constituée son existence légale en accomplissant toutes autres formalités prescrites par la loi.

ARTICLE 29 - FRAIS

A compter de l'immatriculation, tous les frais relatifs à la constitution seront pris en charge par la société qui devra les amortir avant toute distribution de bénéfices et au plus tard dans le délai de cinq ans.